

Blasphème : Quand Dieu est outragé, l'amour doit réparer !

Éric Bertinat - La récente affaire du spectacle blasphématoire *Stabat Mater*, donné dans la salle de la Cité Bleue à Genève peu avant la Grande Semaine, appelle clergé et fidèles à poser un acte de réparation, car le blasphème offense Dieu.

Il est une injure faite à la Majesté divine, un rejet de son Nom, de sa sainteté, de sa vérité. Le blasphème blesse l'honneur dû à Dieu, comme une insulte atteint l'honneur d'une personne. C'est un péché grave contre la foi, et parfois — selon saint Thomas d'Aquin — contre l'Esprit Saint, s'il est proféré avec obstination.

Lorsque Dieu est insulté, c'est l'harmonie de la justice et du respect envers Celui qui est la source de tout bien et de tout amour qui se trouve rompue. Mais un cœur aimant ne peut rester indifférent. Il cherche à consoler, à réparer, à rétablir l'équilibre spirituel. L'amour véritable ne supporte pas de voir l'Aimé méprisé sans réagir.

C'est pourquoi les saints, tels sainte Thérèse de Lisieux ou le saint Curé d'Ars, récitaient des prières de réparation: pour aimer là où d'autres avaient méprisé, pour offrir à Dieu leur amour en compensation des outrages.

Le blasphème selon les catéchismes de l'Église

Le *Catéchisme romain* (ou Catéchisme du Concile de Trente, 1566) définit le blasphème comme : *Une parole de haine, de reproche ou d'injure proférée contre Dieu ou contre ses saints.*

Il le décrit comme un crime très grave — parfois même plus grave que l'homicide — parce qu'il constitue un outrage direct contre la Majesté divine. Ce catéchisme insiste également sur l'importance d'éduquer les fidèles à fuir le blasphème, et recommande aux prêtres d'en parler avec fermeté.

Le *Catéchisme de saint Pie X* (1905), plus succinct mais tout aussi clair, qualifie le blasphème de péché toujours grave s'il est commis en pleine conscience. Il y inclut les offenses **contre la Vierge Marie**, les saints et les choses sacrées, élargissant ainsi la portée du deuxième commandement.

Quant au *Catéchisme de l'Église catholique* (1992), issu du Concile Vatican II, il enseigne que le blasphème demeure intrinsèquement un péché grave. Il va plus loin encore en évoquant le blasphème implicite, qui peut s'exprimer par des actes, des omissions, ou encore par le mépris du sacré ou de la vérité.

Dans la tradition catholique, **il existe également une forme de blasphème contre la Vierge Marie**. Il ne s'agit pas du péché contre l'Esprit Saint au sens strict — celui que Jésus désigne comme impardonnable — mais d'un blasphème au sens large, car il offense une personne sacrée, étroitement unie à Dieu.

Respect humain ou réparation et fidélité à Dieu ?

À l'exemple du saint Curé d'Ars, qui exhortait les fidèles à fuir le blasphème, nous sommes appelés à honorer le nom de Dieu et à donner l'exemple, surtout aux jeunes générations : - *Vous avez honte, mon ami, de servir le bon Dieu, par crainte d'être méprisé ? Mais regardez donc Celui qui est mort sur cette croix. Demandez-lui s'il a eu honte d'être méprisé, et de mourir de la manière la plus honteuse sur cette croix infâme.*

Il faut dénoncer ce respect humain — cette peur du regard des autres — qui pousse certains à blasphémer ou à renier leur foi pour éviter le ridicule ou la persécution. Ceux qui blasphèment pour se moquer de la religion commettent une offense grave, non seulement contre Dieu, mais aussi contre la foi de millions de croyants. Leur moquerie révèle souvent un cœur fermé, blessé ou en révolte. Derrière le rire amer, il y a parfois une profonde blessure spirituelle. —

Iest vraisemblable que, lorsqu'il fut descendu de la Croix, le Christ mort fut déposé dans les bras de Sa sainte Mère.

Pour une mère, l'enfant ne grandit jamais. Il a dû sembler à Marie, pendant quelques instants, qu'elle se trouvait à Bethléem, car elle tenait son Enfant dans ses bras.

Hélas! Quel changement! Il n'avait plus la blancheur qui était Sienna alors qu'il venait de Son Père; c'est rougi de sang qu'il sortait des mains des hommes.

Mgr Fulton Sheen
(La Vie du Christ, DMM)



L'humanité s'associant aux souffrances du Christ - Fresque du 15e siècle, église de Chauvigny (France)

Le business d'Exit

Eric Bertinat - Une excellente enquête de la RTS: «La face cachée du suicide assisté en Suisse», diffusée le 9 février 2025, suscite des remous jusqu'à Berne. Il y est question du pentobarbital de sodium qui est utilisé à fortes doses pour pratiquer dans l'aide au suicide en Suisse où cette pratique est légale et provoque une mort sans douleur. Remises sur ordonnance, les doses ne sont pas toujours utilisées. Soit la personne choisissant d'être euthanasiée revient sur sa décision, soit elle meurt de mort naturelle avant l'intervention d'Exit. Que deviennent alors ces doses inutilisées ? La majorité des cantons romands perdent leur trace, elles n'ont pas de moyen de vérifier si elles ont été effectivement utilisées. Tout ce trafic reposant sur la confiance que les pharmacies ont avec Exit. Précisons qu'il existe un Protocole très clair : les doses inutilisées doivent être restituées.

La journaliste Cécile Tran Tien fait son boulot. Elle cherche à comprendre et commence par interroger les pharmacies romandes. Qu'elle n'est pas sa surprise de découvrir qu'Exit Romandie a informé toutes les pharmacies de son enquête. Un mail a été envoyé à toutes les pharmacies. «A la demande de l'association, je vous informe qu'une journaliste se renseigne actuellement auprès des pharmaciens au sujet de s doses de pentobarbital. Le médecin cantonal vaudois et le responsable des pharmacies romandes sont au courant de cette démarche. Nous vous prions de ne donner aucun renseignement à cette personne [Cécile Tran Tien], ceci étant strictement confidentiel».

Marché noir ?

Où passe donc ces doses de pentobarbital ? A l'étranger où elles sont très recherchées, elles alimentent ainsi le trafic international et le Dark web, ces contenu de réseaux superposés qui utilisent l'Internet public, mais qui sont seulement accessibles via des logiciels, des configurations ou des protocoles spécifiques. C'est ce qu'a trouvé Cécile Tran



Tien, certaines de ces doses, provenant de Suisse, se vendent jusqu'à 8'000 frs, alors qu'elles coûtent moins de 100 frs dans une pharmacie suisse. Notons encore qu'en 18 années, seules deux doses ont été détruites alors que vraisemblablement, plusieurs dizaines de doses circulent.

Faible de sécurité

En Suisse, la traçabilité est lacunaires, des flacons peuvent se retrouvé dans la nature. Voilà une situation qui interpelle, pour le moins. D'autant plus qu'Exit refuse de répondre, fuyant tout contact avec la reporter. Qui apprend que la formation d'accompagnateur Exit pour personnes en fin de vie de base est faible voire inexistante.

Questionné par Thomas Bläsi (UDC/GE) et Benjamin Roduit (Le Centre/VS), le Conseil fédéral a répondu lundi 10 mars que les questions soulevées relèvent de la compétence des cantons. D'éventuels indices de violation des devoirs professionnels et des règles des sciences médicales et pharmaceutiques doivent dès lors être déclarés à l'autorité cantonale de surveillance, «qui ordonnera les mesures appropriées».

Son organisation sera auditionnée en avril par la Commission des affaires juridiques du Conseil des États. À la suite de l'utilisation de la capsule Sarco dans le canton de Schaffhouse, qui fait l'objet d'une instruction pénale, les élus envisagent en effet de durcir la loi. Précisons qu'Exit n'a pas employé cette technologie controversée. —

Euthanasie : vers une société française de l'invivable ?

Eric Bertinat - C'est sous la forme de deux textes distincts que les soins palliatifs et la fin de vie agitent actuellement le landerneau politique français. Annoncé sur les chaînes d'information en continu comme ayant été préparés au sein des loges maçonniques, ces deux textes sont violemment décriés par certains intellectuels.

Michel Houellebecq, invité par Eugénie Bastié dans *Le Club Le Figaro Idées*, très ému, déclare : «Pour être honnête, je pense que l'envie de mourir n'existe pas. (...) Je crois que l'envie de ne plus souffrir existe. (...) C'est pour cela que je considère que l'euthanasie est une régression de civilisation. Parce que j'ai bien connu l'envie de mourir, jeune : c'est l'envie de ne plus être à charge. Et donc, le message des soins palliatifs, c'est : non, tu n'es jamais à charge.»

Luc Ferry, sur [LCI](#) le 12 avril 2025, bien qu'étant favorable à l'euthanasie, s'oppose fermement à cette loi portant à la fois sur le suicide assisté (lorsque vous vous administrez vous-même la potion mortelle) et sur l'euthanasie (acte médical réalisé par un médecin ou un infirmier). Selon lui, «on ne parle plus ici de fin de vie». Très remonté, il donne cet exemple : «Si votre fille de 20 ans s'est fait larguer par son copain, et qu'elle veut mourir, et que je fais tout pour l'en dissuader, je risque jusqu'à un an d'emprisonnement et 15'000 euros d'amende pour ne pas l'avoir laissée aller chez *Dignitas* ou *Exit* se faire trucider !»

Philippe de Villiers, sur [CNews](#), dans une séquence d'une remarquable intensité, dénonce sans détour une «régulation des EHPAD» (établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) et une filouterie sémantique : «La mort n'est pas le prolongement du soin!» Il alerte sur une sélection eugénique en devenir. Citant une discussion avec le **cardinal Ratzinger** (qui a été terriblement marqué le pouvoir national-socialiste qui avait été publié en 1933 une loi «sur la prévention des maladies héréditaires chez les enfants» et qui fut une abominable sélection des êtres humains), la nouvelle loi dit l'ancien ministre vendéen nous mènerait sur les chemins d'une même dérive : «**celle du vieillard parfait et de l'enfant parfait**». «On a l'avortement constitutionnel, maintenant on a l'euthanasie: nous entrons dans une société de l'invivable. Aux parlementaires qui vont voter cette loi: ne faites pas cela, de grâce!» —

Un concours de Coran à l'université de Genève

Mireille Vallette (*Dérives helvétiques*) - La présence d'Allah s'affirme à l'Alma Mater. L'Association des musulmans multiplie des activités que les responsables, voile vissé sur les yeux, veulent croire non « culturels ».

«**Salamou alaykoum wa rahmatuLlahi wa barakatuh**» C'est par cet aimable appel («Sa paix, sa miséricorde et ses bénédictions soient sur vous») que le comité de l'Association musulmane des étudiant-es de l'Université de Genève (AMEUG) a invité à un exercice très couru dans l'islam et que l'on croyait disparu sous nos latitudes: apprendre le Coran par cœur.

Raison de cette invite: «Quelle meilleure occasion que ce mois béni (le Ramadan), durant lequel le Coran a été révélé, pour se rapprocher d'Allah en mémorisant une nouvelle sourate ? Saisis cette opportunité unique pour renforcer ton lien avec le Livre d'Allah, perfectionner ta récitation et profiter des immenses récompenses qu'Il a promises à ceux qui apprennent et récitent Sa parole.»

Trois niveaux sont organisés, avec chacun sa sourate : débutants, intermédiaires et avancés. Les organisateurs évitent les pires chapitres du Saint Livre.

La mémorisation et « le tajweed » seront évalués afin de désigner les gagnants. Le tajweed consiste à réciter le Coran avec les bonnes prononciations, intonations et rythmes (psalmodie). Les gagnants seront désignés par Fatima Feki et Abderrahmen Shabaan, «enseignants de renom» à l'institut Alameen qui propose ce genre de matière dans de nombreux cantons. Ces professeurs garantissent «une récitation conforme à celle de notre prophète Mohamad».

Les adresses indiquées: le Centre culturel des musulmans de Lausanne (CCML) et l'Association des musulmans de Fribourg (AMF).

Le concours aura lieu samedi 12 avril à l'uni de Genève

L'AMEUG est reconnue par l'université. Antoine Menuisier, (Watson.ch), s'était déjà étonné de la présence d'un spécialiste anonyme venu expliciter une sourate. «Prédication ou conférence?... Est-on encore dans le cadre laïque prévu par la loi genevoise?» s'était demandé le journaliste. Le service de presse de l'université – qui pour ce concours de sourates n'a pas retourné mon appel – avait répondu par écrit à Menuisier: «L'AMEUG est une association étudiante reconnue par l'institution. Ouverte à tous les étudiant-es, elle propose des rencontres et échanges, en mettant en avant les valeurs d'éthiques religieuses et le respect interconfessionnel.» Son périmètre d'activité «ne peut cependant en aucun cas être d'ordre culturel.»

Mais pour une association musulmane, où se situe la limite entre culturel et religieux ? Et le Coran n'est-il pas à leurs yeux tout entier dédié à l'éthique et au respect interconfessionnel?

C'est sur un stand du hall d'Unimail qu'a été célébré durant une journée «l'Aïd El Fitr» qui clôt le mois du ramadan. L'association a invité (hors de l'uni) à un «Iftar annuel», avec pour orateur «le cheik Hani Ramadan». Le thème du «rattrapage des jours de jeûne» a été traité «entre sœurs» (il est interdit aux filles et femmes de prier durant le ramadan lorsqu'elles ont leurs règles, mais elles doivent rattraper ces jours plus tard dans l'année). Les militants ont aussi débattu entre eux (soirée réservée aux membres) des discriminations des femmes voilées, débat assorti d'un documentaire sur « les 20 ans

d'une loi d'exclusion» en France, en compagnie de Rokkaya Diallo. L'AMEUG utilise systématiquement des salles de l'uni que l'institution lui accorde généreusement en fermant les yeux sur la nature des sujets. De nombreux événements sont réservés aux membres et le littéralisme religieux se déploie. Très active, l'association s'efforce d'organiser trois « événements » par mois.

On ne sait où en est l'exigence d'une salle de prières que l'ex-recteur avait refusée au nom de la laïcité, ce qui avait conduit des étudiants à prier dans les cages d'escalier. « Les étudiants musulmans prieront coûte que coûte », nous avait annoncé Le Temps. La nouvelle rectrice ne s'est pas exprimée, mais on peut garantir que l'offensive reprendra. En France, cette revendication nouvelle prend de l'ampleur.

Les discriminations de la récitation

Réciter par cœur le Coran n'est pas une sinécure. Non seulement il est en bonne partie incompréhensible, mais aussi empli de menaces, notamment contre tous ceux qui ne suivent pas le sentier d'Allah. Les femmes sont profondément discriminées, les chrétiens et les juifs sont particulièrement malmenés. Où les musulmans absorbés par le Coran, merveille des merveilles, trouvent-ils l'illusion des «valeurs d'éthiques religieuses et le respect interconfessionnel?» affirmés par le service de presse?

Les versets de la Mecque et de Médine sont indistincts, les sourates ne sont pas placées par ordre chronologique, mais de la plus grande à la plus petite; les versets abrogés ou abrogeants sont mêlés. Tout cela est connu des «savants», et le musulman lambda est un peu perdu s'il n'en a pas un sous la main. —

Qu'est devenu le peuple des lecteurs ?

Il fut un temps, qui ne remonte pas à l'âge de pierre, où la France avait la réputation d'être un pays de lecteurs, et semblait vraiment l'être.

(...) Tout cela est encore vrai, évidemment, mais peut-être un peu moins qu'hier - en fait, c'est probablement encore un peu vrai. C'est à tout le moins une réflexion qu'on se fera à la suite de la publication du rapport du CNL sur la baisse de la lecture chez la jeune génération.

(...) La tentation est forte, mais peut sembler vaine, de plaider pour la lecture à l'ancienne, la seule qui vaille, avec le silence et la concentration, l'amour des bibliothèques et des librairies, le bonheur de découvrir un auteur, de s'y plonger, d'en découvrir un autre, avant de le faire découvrir à un ami. Ce n'est pas seulement la lecture qu'on défend ainsi, mais un monde, qui est le monde de l'amitié, de la conversation, du bonheur d'admirer.

(...) L'idéal démocratique d'un peuple de lecteurs semble condamné. Et pourtant, des lecteurs, nous en trouverons encore, et quand nous croiserons, à la terrasse d'un café, à Paris ou ailleurs, un jeune homme élégant, peut-être même cravaté, en train de lire tranquillement ou fébrilement un pavé, nous nous dirons qu'il pense lui aussi le plus grand mal de notre temps. Nous y verrons même un frère d'esprit. La seule manière de rendre notre époque respirable est probablement de la conspuer dans la joie. Allons conspuons, et conspuons encore, il en restera probablement quelque chose !

Mathieu Bock-Côté - *Le Figaro* du 12 mars 2025

Neutralité et place financière suisse

Jean-Baptiste Bless - Le *Geneva Center for Neutrality*, récemment créé à Genève par l'ancien ambassadeur **Jean-Daniel Ruch** et son président adjoint **Nicolas Ramseier**, organisait ce 9 avril un débat sur la neutralité et la place financière suisse au sein de la prestigieuse *Société de lecture* (voir notre interview de Nicolas Ramseier dans notre [numéro 254 - 2 avril 2025](#)). Étaient invités : Evrard Bordier, associé chez Bordier & Cie, Raoul Würigler, Secrétaire général de l'Association des banques étrangères en Suisse, ainsi que deux banquiers anglo-saxons : Marni McManus, CEO de Citibank Suisse et Peter Nathaniel, conseiller bancaire indépendant. La discussion fut modérée par Frédéric Lelièvre, rédacteur en chef de *l'Agefi*.

Les échanges ont alterné entre principes et pratique, actualité et permanences. L'importance de la neutralité pour la place bancaire suisse, « pierre angulaire de ce que nous vendons », a été soulignée par le banquier genevois ; cependant, la clientèle étrangère éprouverait une certaine crainte depuis la reprise des sanctions contre la Russie. De manière générale, la Suisse a réussi à importer des pratiques et à offrir un cadre propice pour leur développement. La neutralité est essentielle pour attirer tout le monde, mais peut-être s'agit-il de préciser sa définition. En tout cas, les sanctions appliquées aux individus en raison de la nationalité sont un réel problème, car elles ne reposent pas sur une faute personnelle, comme l'exige notre droit pénal.

Pour les intervenants étrangers, ce sont surtout la stabilité et l'autonomie du franc suisse, du système juridique et la qualité du service qui attirent les clients. Les règles sur les données personnelles décourageraient par contre certains investissements : madame McManus réclame la possibilité de « partager plus ». La banquière américaine se demande aussi comment la neutralité suisse se positionnera face à la volonté d'une partie du monde de casser la colonne vertébrale du dollar, et si elle se positionnera « avec les démocraties » contre les « régimes autoritaires ». Avec la guerre commerciale qui s'annonce, il sera difficile de ne pas « choisir son camp ».

Il y a unanimité pour avertir du problème UBS : trop peu régulée, la banque prend trop de risques, et en fait courir à la Suisse, qui dépend d'une seule institution internationale. Peter Nathaniel souligne que l'UBS ne conseillerait pas à ses propres clients une telle concentration de risques... Déménager le siège ne représente pas la solution, il faudrait bien plus scinder l'ensemble en différentes unités d'affaires. La FINMA, tout comme la Banque nationale et plus encore le Conseil fédéral, sont dépassés techniquement et humainement pour effectuer un suivi et un contrôle adéquat. En cas de problème, les banques étrangères viendront prendre la place.

Quel est l'impact des droits de douane sur la Suisse ? D'une part, ils ne couvrent pas les services financiers, et d'autre part les sociétés suisses seront moins impactées que d'autres en raison de leur bas taux d'endettement. Il y a bien une rationalité derrière les taxes, puisque les USA sont en déficit commercial depuis 50 ans, mais c'est la brutalité de l'application qui pose problème. Aux dernières nouvelles, elles ont certes été suspendues, mais l'incertitude créée fait partie du problème.

La votation de 2026 sur la neutralité pourrait retourner la situation en imposant un cadre strict à la politique étrangère suisse, ainsi qu'à sa politique d'affaires. De toute manière, la Confédération doit à présent devenir proactive. Si la Suisse a souvent l'avantage de pouvoir passer entre les gouttes en raison de sa taille, elle doit aujourd'hui, selon Raoul Würigler, s'interroger sur son identité, sur ses origines, et les Suisses doivent se demander quelle neutralité ils souhaitent incarner à l'avenir. Le débat ne fait que commencer. —

Genève et le vote communautaire

Yves Nidegger (*FaceBook*, 2 avril 2025) - Voilà ce qui arrive quand on distribue le droit de vote sur la base du seul critère de la résidence. Partout dans le monde, partout, la politique est une affaire ethnique, le vote est toujours communautaire. Aux USA, on se dispute le vote noir, le vote hispanique, le vote juif et ce n'est pas pour rien qu'en France, le modèle démocratique autrefois opposé, on s'est acharné à faire disparaître le Corse, le Bretons, le Vendéen ou le Basque pour faire apparaître le citoyen. La Suisse se distingue en ceci qu'il n'y a pas de partis fribourgeois, valaisans ou zurichois à Genève, les tribus sont politiques, elles s'appellent PS, PLR, PDC ou UDC et elles occupent tout le terrain laissé libre par celle des abstentionnistes. Rien d'étonnant dès lors à ce que les nouveaux venus (MCG, LJS) aient pu flirter avec l'idée peu suisse mais très logique de faire sauter le verrou dans les communes en fédérant le vote ethnique des résidents les moins bien intégrés.

Qui a dit que c'est Mélenchon qui a inventé ça ? Au MCG (Maghreb, Kosovo, Gendarmes), c'est déjà une très vieille histoire. Et les campagnes pour Pierre Maudet depuis les médias de Belgrade ou de Prishtina, où sa politique de blanchiment de clandestins jouit d'une large reconnaissance, aussi. Mon ami Djawed Sangdel (candidat LJS à la mairie de Vernier) va se faire taper sur les doigts car appliquer le modèle du patron, c'est bien, mais pas avec une tête d'Afghan. —

EnC VRAC

• **L'Union européenne confirme que la politique Meloni sur l'immigration est cohérente et efficace.** Afin d'accélérer les procédures aux frontières pour les demandes probablement infondées, le commissaire aux affaires internes de l'Union européenne, Magnus Brunner, annonce une première liste de pays acceptant le rapatriement d'immigrés.

Cette décision, qui devrait être mise en pratique d'ici au mois de juin s'inscrit dans la lignée de ce que le gouvernement italien tente de faire depuis deux ans. L'UE procède donc dans une direction diamétralement opposée à celle des juges italiens, qui avec une interprétation singulière du droit européen ont bloqué l'exécution du protocole d'accords entre l'Italie et l'Albanie. —

• **L'association Première Ligne**, qui gère des centres d'injection et de consommation de drogues à Genève, traverse une période de crise, selon une enquête du *Temps*. Créée en 2004 et subventionnée à hauteur de 6 millions de francs annuels, l'association est au cœur du dispositif de prise en charge des usagers de drogues en Suisse romande, avec des établissements comme le **Quai 9** et le **SleepIn**. Toutefois, des dysfonctionnements internes, notamment des conflits au sein de l'équipe, des licenciements contestés et des violences physiques et verbales, minent son fonctionnement depuis plusieurs années. Les tensions se sont accentuées avec la montée de la consommation de crack, une drogue particulièrement addictive, forçant Première Ligne à étendre son local d'injection au Quai 9 pour mieux répondre à cette nouvelle problématique. L'inspection du travail est intervenue pour examiner la situation, mettant en lumière la nécessité d'une réorganisation urgente face à ces crises qui affectent aussi bien les employés que la qualité des services aux usagers. (MC) —

• **Un bébé victime de trafic par un couple homosexuel** à Valongo retourne au Brésil. Márcio Mendes Rocha, l'un des membres du

couple, a été arrêté dans la région de São Paulo alors qu'il tentait d'acheter un deuxième enfant. Une opération de la police judiciaire de Porto et de la police fédérale brésilienne a permis de ramener dans ce pays le bébé victime de trafic par un couple homosexuel de Valongo, en octobre 2023. Il convient de rappeler que Márcio Mendes Rocha, l'un des membres du couple, a été arrêté dans la région de São Paulo alors qu'il tentait d'acheter un deuxième enfant, et est toujours en prison au Brésil.

Le bébé, qui a été temporairement placé sous la garde d'une famille d'accueil portugaise après avoir été enlevé au mari de Márcio Rocha, se trouve dans une institution à Valinhos, São Paulo, depuis lundi. (MC) —

• **27,1 suicides assistés** pour 100'000 habitants. Avec cette statistique le canton de Neuchâtel apparaît en tête de liste du nombre de suicides de l'ensemble des cantons suisses, lit-on dans *ArcInfo*, et même largement sachant que la moyenne nationale s'établit à 16.3%. (MC) —

• **Le ministère de la Justice** réclame la peine de mort contre **Luigi Mangione** (voir Perspective Catholique du 12 février 2025). Le jeune homme de 26 ans est accusé d'avoir tué par balles, le 4 décembre à New York, Brian Thompson le directeur général de UnitedHealthcare, premier assureur santé privé du pays. La procureure générale des États-Unis, Pam Bondi a parlé d'un assassinat prémédité et de sang-froid. C'est pourquoi elle a demandé aux procureurs de requérir à la peine de mort contre Luigi Mangione qui fait face à des accusations distinctes de meurtre au niveau fédéral et au niveau de l'État pour ce meurtre. En décembre, il avait plaidé non-coupable des chefs d'accusation de meurtre en tant qu'acte «terroriste». Affaire à suivre ! (MC) —

• **En France, en deux ans**, le nombre de demandes volontaires de **baptême a été multiplié par deux** : 10'384 en 2025, contre 5'423 en 2023. C'est au moment de l'épidémie de Covid-19 et des confinements successifs qu'un certain retour à l'intériorité a eu lieu, selon le témoignage de beaucoup de pasteurs. La hausse ne commence qu'en 2023, or il faut deux années de préparation pour être baptisé. L'autre facteur de fond expliquant cette hausse des baptêmes d'adolescents et d'adultes est celui de la chute, en France, des baptêmes de petits enfants : en

l'an 2000, un bébé sur deux était baptisé ; en 2024, seul un sur trois l'est. (EB) —

• **C'est un grand soulagement pour le gouvernement argentin.** L'Argentine de Javier Milei a obtenu une aide de 42 milliards de dollars de la part du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale (BM) et de la Banque interaméricaine de développement (BID). Cette aide traduit la «reconnaissance des impressionnants progrès réalisés dans la stabilisation de l'économie» argentine mais aussi un «vote de confiance dans la détermination du gouvernement à poursuivre les réformes», a déclaré sur X la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva. L'inflation a été de 55,9 % en Argentine sur les douze derniers mois, contre 211 % fin 2023, au début du mandat de Javier Milei.

• **Coup de massue douanier, chaos tarifaire et guerre commerciale** : les décisions imprévisibles de Donald Trump dominent l'agenda politique, y compris en Suisse. De nombreuses questions se posent quant au travail du département des Affaires étrangères? Comment est-ce possible que leur armada diplomatique pourtant bien rodée n'ait même pas envisagé ce naufrage de politique commerciale? Et que faisait l'ambassadeur suisse nouvellement nommé Ralf Heckner à Washington, alors que l'ambassade affichait encore une **photo de Joe Biden** sur son site Internet, plus d'un mois après l'élection de Donald Trump? (EB) —

Photo catho



Nous allons créer la première économie au monde centrée sur la famille

Perspective catholique a publié le [discours de Viktor Orbán](#) a donné le 27 juillet dernier lors de la 33e université d'été libre et camp d'étudiants de Bálványos, communément appelée le festival Tuszányos. Nous revenons en Hongrie pour découvrir le discours du premier ministre hongrois, «admirable de vigueur» donné à l'occasion du 177e anniversaire de la révolution hongroise de 1848-1849. Les sous-titres et les passages soulignés sont notre fait. Vive la Hongrie et vive la liberté !

Hongrois en fête, dans le pays et au-delà des frontières ! Hongrois sans frontières !

L'idée de la liberté hongroise tourbillonne depuis des siècles dans le ciel du Temps et de l'Histoire. Elle plonge ses racines mille ans en arrière et, sans aucun doute, poursuivra encore sa route au milieu des étoiles pendant des millénaires. La liberté hongroise est éternelle, intemporelle. Et pourtant, il y a 177 ans, elle s'est cristallisée en un seul instant, aux Ides de mars, et en un seul lieu, à Pest-Buda. Ce jour-là, la liberté hongroise a pris forme, elle s'est incarnée et est descendue parmi nous. Pour nous, le 15 mars n'est pas une commémoration ordinaire, ni même un simple événement historique. C'est un moment sacré. Le 15 mars est un jour prédestiné pour chaque génération hongroise. Il est marqué à jamais et incontournable – et il en sera ainsi tant qu'il restera un seul Hongrois sur cette terre. Avec l'enthousiasme démesuré, mais sincère, de la jeunesse, Petöfi l'exprimait ainsi *Nos pères et nos grands-pères, en un siècle écoulé, N'ont pas accompli autant que nous en une seule journée.* Gloire aux Jeunes hongrois de mars !

Chers compatriotes rassemblés pour célébrer, chaque année, avant que la vie ne reprenne son élan, avant que les arbres ne bourgeonnent, que les semences ne germent et que la société ne s'anime à nouveau, à ce moment précis, nous, Hongrois, devons tenir un grand rassemblement. C'est pourquoi nous sommes ici aujourd'hui. Avant de nous laisser emporter par l'insouciance joyeuse du printemps, nous devons nous rappeler certaines vérités que seuls les Hongrois peuvent évoquer avec le sérieux qui s'impose. Nous devons nous rappeler notre mission nationale commune. Et nous devons nous rappeler que la cause de la patrie passe avant tout, qu'elle exige de nous protection et dévouement. Ensuite, chacun pourra retourner à ses occupations jusqu'au prochain bilan, dans un an.

Chers compatriotes rassemblés pour célébrer, depuis de longues années, on nous répète que nous appartenons au passé. C'est ce qu'on disait déjà en 1848 : l'avenir appartient au glorieux empire de Vienne. C'est ce qu'on disait en 1956 : l'avenir appartient à l'empire rouge soviétique. Et c'est ce qu'on dit aujourd'hui encore : l'avenir appartient à l'empire mondial arc-en-ciel. On nous disait que nous étions le passé. Mais de l'autre côté du grand océan, le vent a tourné. Et la vérité est apparue : nous sommes l'avenir. L'avenir n'appartient pas aux empires, mais aux patriotes et aux nations indépendantes. On nous disait aussi que nous étions isolés. C'est ce qu'on disait en 1848, puis soudain, toute l'Europe résonnait du nom des Hongrois, même à Vienne, où un citoyen de Buda menait les forces insurgées. C'est ce qu'on disait en 1956, et pourtant, c'est nous, Hongrois, qui avons porté le premier coup au mur de Berlin, ouvrant ainsi la voie à la liberté pour toute l'Europe. Et aujourd'hui encore, on vient de nous dire que nous sommes

isolés, pourtant, aujourd'hui, le monde entier est curieux de savoir ce qui se passe chez nous. Ce n'est certainement pas la taille de notre économie ni la puissance de notre armée qui expliquent cet intérêt. Qu'avons-nous que l'Occident n'a pas, mais dont il aurait tant besoin? Széchenyi nous a enseigné que chaque nation a une mission, une essence, un élément qui lui est propre. Certaines nations ont pour élément le commerce, d'autres la conquête. Pour certaines, c'est la philosophie, pour d'autres, l'art ou la science. Alors, Mes Amis, quel est l'élément qui fait bouillonner notre sang, battre notre cœur ? La liberté,

Chers Amis ! L'élément des Hongrois, c'est la liberté. Le Hongrois est dans son élément lorsqu'il lutte pour sa liberté. Nous sommes des combattants de la liberté. Nous savons comment la conquérir. Nous savons comment la défendre. Ce savoir est le nôtre. Nous l'enrichissons depuis mille ans. C'est notre marque de fabrique, c'est plus encore : c'est notre ADN. Et c'est précisément cela dont le monde a besoin – aujourd'hui plus que jamais. Nous avons tenu tête, encore une fois, à un empire mondial. Nous seuls avons réussi cet exploit. Nous détenons ce grand secret – la véritable alchimie du monde moderne. C'est pourquoi la moitié du monde, de Vienne à Washington, vient frapper à notre porte.

L'Empire veut rejeter l'ordre et la culture de la vie chrétienne

Chers compatriotes rassemblés pour célébrer, Notre combat pour la liberté, tout comme en 1848, n'est pas uniquement la cause des Hongrois. Aujourd'hui, la bataille se joue en réalité pour l'âme du monde occidental. L'empire cherche à mélanger, puis à remplacer les peuples autochtones d'Europe par des masses invasives venues de civilisations étrangères. Il veut détourner nos enfants et nos petits-enfants de l'ordre sain de la création pour les plonger dans le chaos de modes de vie contre nature. L'Empire veut rejeter l'ordre et la culture de la vie chrétienne et, au lieu de la paix, nous enrôler au service des dieux de la guerre. La machine impériale a bouleversé tout l'Occident, mais nous l'avons stoppée aux frontières de la Hongrie. Nous ne nous sommes pas rendus. Nous n'avons pas laissé qu'ils prennent notre pays, notre Parlement, ni notre gouvernement. Depuis quinze ans, ils ne parviennent pas à nous vaincre : et toutes leurs armes se sont émoussées contre nous. Ils n'ont réussi ni par le chantage, ni par l'argent, ni par les menaces, ni par des mercenaires, ni par les bureaucrates de Bruxelles.

Nous avons remporté quatre élections consécutives, et depuis quinze ans, nos lignes de défense tiennent bon. Nous avons résisté, tenu ferme, parce que nous croyions qu'un jour, le vent finirait par tourner. Et le vent a tourné. Les patriotes du monde occidental ont repris des forces. Ils ont repris des forces et, après l'Italie, les Pays-Bas et l'Autriche, ils ont aussi triomphé aux États-Unis. Nous volons désormais en formation. Dans le combat pour l'âme du monde occidental, nous sommes aujourd'hui en position de victoire. Nous pouvons être fiers, car nous avons été les précurseurs de cette lutte mondiale pour la liberté, ceux qui l'ont initiée, ceux qui ont ouvert la voie. Gloire à tous les Hongrois qui n'ont pas reculé devant l'empire de Soros, qui ne se sont pas agenouillés devant Bruxelles, et qui n'ont pas cédé face à l'empire libéral américain ! Le drapeau hongrois flotte toujours avec fierté. Nous pouvons rendre des comptes à nos enfants et à nos petits-enfants. Ils auront un héritage à poursuivre.

Mesdames et Messieurs, le secret des luttes pour la liberté des Hongrois, hier comme aujourd'hui, est resté le même. Un Hongrois ne lutte jamais seulement pour lui-même, mais aussi pour sa nation. Il frappe une fois pour lui, et une autre fois pour sa patrie. Nous sommes le

peuple de la liberté, un peuple qui ne peut vivre sans deux choses : la liberté et la nation. C'est pour elles que nous vivons, et s'il le faut, c'est pour elles que nous mourrons. Mais toujours à notre manière : en Hongrois libres.

Mes Amis, La liberté appartient à la nation

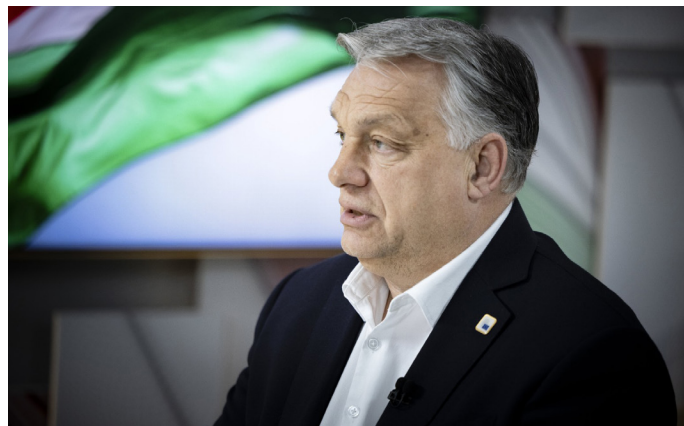
Ce pays, la terre des Hongrois, est le nôtre. Nous ne convoitons pas celle des autres, mais nous ne céderons jamais la nôtre. Personne ne pourra nous l'arracher, ni par la force, ni par les menaces, ni par la flatterie. Et nous ne ferons aucun compromis. Jamais. Non, non, jamais. Chers compatriotes rassemblés pour célébrer, Tout comme la nation est éternelle, les empires, eux, ne changent jamais. Qu'ils arborent le croissant, l'aigle, l'étoile, le rouge ou le jaune de l'Union, les empires ne cherchent qu'à soumettre et à établir des provinces perpétuelles. Ils veulent des sujets et des contribuables, jamais des Hongrois libres. Et il y a toujours un empire qui convoite la liberté des Hongrois.

Aujourd'hui, c'est Bruxelles. Bruxelles abuse de son pouvoir, tout comme Vienne en son temps. Ils veulent nous gouverner exactement comme les gouverneurs de la cour de Vienne le faisaient jadis. Mais, Mes Amis, la solution n'est pas de tourner le dos à l'Union européenne. Bien au contraire : nous ne devons pas en sortir, mais y entrer plus profondément. Nous allons l'investir et la transformer. À Bruxelles aussi, l'Histoire finira par tourner. Le moment viendra, et nous réglerons tous les comptes. Comme le disait Petőfi : « S'ils ne tiennent pas en place, nous finirons par les en faire sortir ! » Nous briserons ses excès, nous récupérerons les droits illégalement confisqués à notre nation, et nous renverrons, par retour du courrier, les mercenaires de Bruxelles à leurs maîtres. Qu'ils aillent se réjouir les uns les autres au Parlement européen.

Nous allons créer la première économie au monde centrée sur la famille

Mesdames et Messieurs, Les empires sont, par nature, insatiables, leur appétit est sans fin. Ils veulent toujours plus d'argent, toujours de nouvelles colonies. Mais les Hongrois savent qu'être libre n'est pas seulement une sensation exaltante, c'est aussi une affaire rentable. Le travail, la prospérité, le bien-être et la sécurité ne sont possibles que si nous ne sommes pas dépouillés par des oppresseurs. L'asservissement appauvrit, la liberté enrichit. C'est la loi du bien-être hongrois. Ici, en Hongrie, en quinze ans, à l'ombre des batailles que nous avons livrées contre l'empire, nous avons bâti l'unique économie nationale patriote d'Europe. Nous avons renvoyé le FMI chez lui. Nous avons dompté les multinationales et les banques. Nous avons repris le système énergétique hongrois. Nous avons mis l'ensemble de l'économie nationale au service du peuple hongrois. Nous avons déjoué toutes les manœuvres de Bruxelles visant à livrer l'argent et les biens des Hongrois aux spéculateurs. Puis, nous avons tenu bon durant trois années de guerre. Pourtant, c'est la Hongrie qui a subi les plus lourdes pertes économiques au sein de l'Union en raison du conflit entre la Russie et l'Ukraine. Et malgré cela, nous allons mettre en place la plus importante réduction d'impôts de toute l'Europe, et même du monde occidental. Avec cette mesure, nous ouvrons un nouveau chapitre de l'histoire économique hongroise. Nous allons créer la première économie au monde centrée sur la famille.

Les mères d'un enfant seront exonérées d'impôt sur le revenu jusqu'à leurs 30 ans, et celles ayant deux enfants ou plus en seront exonérées à vie. Il s'agit, sans exagération, d'une première mondiale. Avec cette mesure, nous garantissons l'avenir des familles hongroises pour des décennies. Il ne nous reste plus qu'une mission : défendre encore et encore ces acquis face aux attaques de Bruxelles, qui cherche tantôt à nous enlever notre bouclier tarifaire sur l'énergie, tantôt notre treizième mois de pension, tantôt l'argent des familles hongroises.



L'Union européenne, oui, mais sans l'Ukraine !

Chers compatriotes rassemblés pour célébrer, Ferenc Deák disait : *Nous pouvons tout risquer pour la patrie, mais jamais risquer la patrie elle-même.* Mais à Bruxelles, on ne lit pas Deák, et c'est ainsi que l'Europe a plongé tête baissée dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Ne provoquons jamais un mal plus grand que celui que nous cherchons à éviter. Nous ne pouvons pas faire du bien à quelqu'un si, ce faisant, nous détruisons notre propre pays. C'est pourquoi nous n'avons pas suivi le mouvement. Nous avons choisi de rester du côté de la paix. L'empire ne cherche pas à aider l'Ukraine, il cherche à la coloniser. Et son instrument de colonisation, c'est la guerre. Les maîtres de l'Europe ont décidé qu'il fallait que l'Ukraine continue le combat. Peu importe le prix. En échange, elle obtiendra une adhésion accélérée à l'Union. Avec notre argent. À cela, nous n'avons qu'une seule réponse : l'Union, oui, mais sans l'Ukraine ! On n'a pas demandé aux Hongrois leur avis sur la guerre, mais on ne pourra pas ne pas leur demander leur avis sur l'adhésion de l'Ukraine. Aucune décision européenne ne se prendra sans la Hongrie. Il y a un an, la question était : sommes-nous prêts à mourir pour l'Ukraine ? Aujourd'hui, la question est : sommes-nous prêts à nous ruiner pour son adhésion ?

Nous allons anéantir toute cette armée de l'ombre

Mes Chers Amis, à vos votes pour exprimer votre opinion ! Chers compatriotes rassemblés pour célébrer la journée enivrante du 15 mars 1848 qui fut suivie par la sagesse et la lucidité des lois d'avril. Ce sont ces lois qui ont protégé la liberté conquise ce jour-là. Et cette fois encore, il en sera exactement ainsi. Après notre grand rassemblement d'aujourd'hui viendra le grand nettoyage de Pâques. Les punaises ont survécu à l'hiver. Nous allons démanteler le système financier qui, avec des dollars corrompus, a acheté des politiciens, des juges, des journalistes, de fausses ONG et des activistes politiques. Nous allons anéantir toute cette armée de l'ombre. Ce sont nos nouveaux Labancs, les serviteurs de Bruxelles, qui, pour de l'argent, trahissent leur patrie et font avancer la machine impériale. Ils sont là depuis bien trop longtemps. Ils ont survécu à trop de choses. Ils ont reçu de l'argent de trop d'endroits. Et ils ont retourné leur veste trop de fois. En 1848, ce sont les oiseaux impériaux qui pesaient sur notre cou, aujourd'hui, ce sont les poussins de Weber qui croassent au-dessus de nos têtes. Nous en avons assez. Le vent du printemps gonfle les eaux, qu'il les balaie sur son passage... Ils portent la lettre écarlate, leur destin est la honte et le mépris. S'il existe une justice, et il en existe une, alors un cercle de l'enfer leur est déjà réservé. Nous vous connaissons. En vain tentez-vous de vous dissimuler sous un nouvel habit de parti européen. Vos maîtres sont les mêmes. Vos projets sont les mêmes. Et ne vous faites pas d'illusions : votre sort sera le même. Nous vous vaincrons de nouveau. Encore et encore. Car l'épée brille plus que les chaînes. Que le bon Dieu veuille sur nous tous, la Hongrie avant tout ! Allez la Hongrie, allez les Hongrois ! —

Doctrine sociale de l'Eglise

Le droit de propriété, d'utilité publique

Abbé Thibault de Maillard (FSSPX) - Le premier critère retenu pour définir un impôt confiscatoire, lors de la promulgation de la loi du bouclier fiscal en janvier 2011 à Genève énonçait cette règle : «l'imposition (y compris l'impôt sur la fortune), ne dépasse pas durablement les revenus (y compris les rendements provenant de la fortune)». Un principe en plein accord avec la doctrine sociale de l'Eglise. Réflexion sur l'utilité sociale de la propriété privée.

Motivation pour le travail bien fait

Quand la loi du canton de Genève mentionne le revenu comme référence pour l'impôt, elle énonce un principe de bon sens tout autant qu'une loi de la nature humaine. En effet, l'un des principaux stimulants du travail est l'accession à la propriété qui en découle. Un travail qui débouche sur un salaire indécemment bas n'est pas motivant. Un salaire qui autorise l'épargne pour réaliser quelques beaux investissements stimule la bonne gestion des gains financiers, et un travail sérieux pour conserver son salaire. Il est donc pertinent de proportionner la taxation au salaire, afin de maintenir celui-ci à un niveau qui autorise l'accession à la propriété immobilière. Une parabole de l'Evangile va plus loin et insiste sur l'utilité pour le travailleur d'être propriétaire de son travail. Un employé gardait des brebis. Quand le loup vint, il les laissa attaquer et prit la fuite. Mais le propriétaire arriva, et risqua sa personne pour les protéger (Evangile de St Jean, X, 12). Notre-Seigneur Jésus-Christ démontre l'intérêt de rendre les travailleurs propriétaires d'une partie de l'entreprise. Parce que la propriété du travail et de ses gains directs donne de la motivation.

Mais avant la motivation au travail – motivation pour le salaire et pour le bien de l'entreprise – Saint Thomas d'Aquin

mentionne la motivation pour entretenir ses propres biens, qui est antérieure. «Chacun donne des soins plus attentifs à la gestion de ce qui lui appartient en propre qu'il n'en donnerait à un bien commun à tous et à plusieurs.» (Somme théologique, IIa IIae, q. 66, a. 2). Ce qui est possédé en commun risque d'être négligé.

Claire attribution des responsabilités

Saint Thomas manifeste un deuxième intérêt de la propriété privée en montrant qu'elle permet l'ordre dans l'administration des biens : «il y a plus d'ordre dans l'administration des biens quand le soin de chaque chose est confié à une personne, tandis que ce serait la confusion si tout le monde s'occupait indistinctement de tout.»

Eloignement des causes de conflit

Enfin, l'*Aquinat* mentionne le dernier intérêt de la propriété. «La paix entre les hommes est mieux garantie si chacun est satisfait de ce qui lui appartient : on constate en effet, de fréquentes querelles entre ceux qui possèdent une chose en commun et dans l'indivis.» De nombreuses options sont toujours envisageables pour faire fructifier un bien. Il est normal que des propriétaires différents aient des visions différentes sur la gestion. D'où la nécessité d'une propriété vraiment individuelle, pour que les affaires soient gérées sans conflits.

Conclusion

Pie XII résume les intérêts de la propriété privée : c'est « un élément de l'ordre social, un présupposé nécessaire des initiatives humaines, un stimulant au travail : tout cela au profit des fins temporelles et transcendantes de la vie. » (Message radiophonique, *Oggi, al compiersi* du 1er septembre 1944) —

Désirez-vous recevoir notre Lettre ? Rien de plus facile : [cliquez ici !](#)

CH21 8080 8004 5427 1100 1
Bénéficiaire :
Perspective catholique
1203 Genève



Comment nous aider ?

Principalement par une contribution financière nous permettant d'organiser des conférences et d'expédier notre Lettre.

Le QR vous facilitera votre versement.

*Autre idée : nous verser une petite somme mensuellement (20.- / 30.- / 50.- ou plus)
D'avance, nous vous remercions*

www.perspectivecatholique.ch